

Revue de presse 2022-2023



N°45

30 octobre au 13 novembre 2023



Rédacteurs : Carla Crambert, Emilie Krezdorn, Josué Nuss-Schildknecht, Gaspard Vieil

Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse.

Les articles sont développés dans les pages suivantes.

Les titres de la presse



International

-  1. Vladimir Poutine signe la sortie de la Russie du traité interdisant les essais nucléaires
-  2. La France va donner « plusieurs dizaines » de véhicules de l'avant blindés aux forces armées libanaises

Guerre Israël-Hamas

-  3. Guerre Israël-Hamas : l'arrêt ponctuel des combats à Gaza ne suffit pas

Guerre Ukraine-Russie

-  4. "Qui mieux que moi ?". Alors que l'Ukraine cherche à renouveler ses troupes, les femmes se joignent au combat
-  5. Point de situation en Ukraine : Les F-16 néerlandais destinés à l'entraînement des ukrainiens sont arrivés en Roumanie

1. Vladimir Poutine signe la sortie de la Russie du traité interdisant les essais nucléaires

Le président Russe, a signé la loi sur la révocation de la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires dans le contexte du conflit en l'Ukraine, et de la crise qui en résulte avec les Occidentaux. La loi de révocation de la ratification du Ticen (Traité d'interdiction complète des essais nucléaires) avait d'abord été adoptée par la Douma d'Etat, chambre basse du Parlement russe puis votée à l'unanimité par la chambre haute.

Le Ticen avait été signé en 1996 mais n'était jamais entré en vigueur car le nombre d'États partis au traité l'ayant ratifié n'était pas suffisant. Les États-Unis, par exemple, ne l'avaient pas ratifié.

Vladimir Poutine avait annoncé dès octobre 2023 que la Russie pourrait révoquer son adhésion au Ticen, en soulignant l'absence de ratification de la part des États-Unis, tout en déclarant ne pas savoir si la Russie devait ou non reprendre les essais. A la fin du mois d'octobre, la Russie a procédé à des tirs d'essai de missiles balistiques dans le but de préparer ses forces à la possibilité « d'une frappe nucléaires massive » de riposte.

2. La France va donner « plusieurs dizaines » de véhicules de l'avant blindés aux forces armées libanaises

Le 3 novembre 2023, Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, a annoncé que la milice chiite libanaise, soutenue par l'Iran, était « entrée dans la bataille depuis le 8 octobre ». S'il n'a pas déclaré ouvertement la guerre à Israël, Nasrallah n'exclu pas pour autant un engagement du Hezbollah dans une « guerre totale ». Si cette offensive venait à avoir lieu, la mission de l'ONU au Liban, la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) pour laquelle la France mobilise près de 700 militaires, se verrait mise en difficulté.

En effet, le Hezbollah, souvent considéré par certains comme une des organisations paramilitaires les mieux armées au monde, tient un rôle politique et militaire important au Liban, si bien que la France cherche à renforcer sa relation bilatérale privilégiée avec ce dernier. En 2018 déjà, Paris avait fourni aux forces armées libanaises du matériel militaire, notamment des véhicules de l'avant blindé « MEPHISTO » (Module Élévateur Panoramique Hot Installé Sur Tourelle Orientable) et souvent abrégé sous l'acronyme « HOT », ainsi qu'un lot de 96 missiles HOT. Paris avait également ouvert une ligne de crédit de 400 millions d'euros pour lui permettre de renforcer ses capacités militaires.

Récemment et dans un entretien accordé au quotidien libanais *L'Orient-Le Jour*, Sébastien Lecornu a expliqué que le France renforcera son aide envers le Liban : « Nous allons poursuivre notre partenariat en matière d'équipements, notamment pour le transport de troupes sous blindage qui est clé pour maintenir les patrouilles : plusieurs dizaines de véhicules [de l']avant blindés vont être donnés aux forces armées libanaises prochainement ». Le ministre des Armées a enfin réaffirmé la position française ainsi que son soutien à l'armée libanaise qui « s'inscrit dans le temps long, quelles que soient les difficultés du moment ».

3. Guerre Israël-Hamas : l'arrêt ponctuel des combats à Gaza ne suffit pas

Le président États-Unis, Joe Biden, a annoncé le 9 novembre qu'Israël allait quotidiennement suspendre ses opérations pendant quelques heures. Le but unique de ces arrêts est de permettre aux civils palestiniens de quitter leurs habitations situées dans des zones de la bande de Gaza livrée aux combats. Ces arrêts ne sont pas comme le souhaiteraient les États-Unis des « pauses humanitaires » ou encore des « trêves », mais bien des arrêts visant à déplacer les populations, préalables à de nouvelles opérations militaires.

La conférence humanitaire organisée à Paris le 9 novembre a souligné l'impuissance des autorités internationales face à cette guerre. A cette occasion ont été annoncées des promesses d'aides d'un montant d'un milliard d'euros, mais celles-ci se heurtent à l'absence d'un cessez-le-feu, qui est le prérequis indispensable à l'acheminement et à la distribution d'une assistance à Gaza.

Le Programme des Nations unies pour le développement a rendu public le 9 novembre ses estimations de l'impact de cette nouvelle guerre : une destruction partielle ou totale de 45% de l'ensemble des habitations à Gaza.

4. "Qui mieux que moi ?". Alors que l'Ukraine cherche à renouveler ses troupes, les femmes se joignent au combat

La guerre contre la Russie sollicite un renouvellement constant des troupes ukrainiennes. Sans le vouloir mais poussées par le sens du devoir, certaines femmes volontaires apprennent le métier de soldat. Après 20 mois de guerre, le temps des victoires ukrainiennes laisse place à un chassé-croisé sur les lignes du Sud-Est du pays. La demande en matériel et en hommes est cruciale, tandis que Russie comme Ukraine cherchent des soldats dans leur propre population. Toutefois, l'Ukraine fait face à un problème : le manque d'hommes.

En effet, des centaines de milliers d'hommes volontaires ukrainiens comme internationaux ont déjà rejoint l'armée au début de la guerre, et beaucoup sont déjà morts ou blessés. Le recrutement par conscription pour les hommes est désormais devenu plus difficile. Le Président Zelensky a annoncé en juillet avoir renforcé la police militaire en remplaçant les directeurs de centres de recrutement corrompus. De plus, la conscription a été élargie aux hommes malades asymptomatiques du VIH, de la tuberculose ou de l'hépatite.

"If not me, who?" ("Si ce n'est pas moi, alors qui ?"), déclare une femme de 46 ans qui attend de recevoir sa formation militaire. Les femmes ont compris que le recrutement des femmes ukrainiennes se présente de plus en plus comme la solution envisagée par le gouvernement. L'âge limite de recrutement des femmes a été décalé de 40 à 60 ans. Depuis le 1er octobre, une loi oblige les femmes possédant des compétences médicales de s'enregistrer aux postes de recrutement, et une tenue de combat et des sous-vêtements adaptés ont été créés. Les femmes sont formées de la même manière que les hommes, principalement pour des postes d'assistance, de soutien médical, ou encore de pilote de drone. Certaines, possédant déjà des compétences militaires, demandent à changer pour des postes de combat.

A l'heure actuelle, le recrutement est encore basé sur le volontariat mais la perspective d'une conscription élargie aux femmes n'est pas à exclure et pourrait bien s'imposer comme la seule solution pour assurer l'avenir de la résistance ukrainienne.

5. Israël suspend ses exportations d'équipements militaires vers la Colombie

Le ministère de la Défense néerlandais a annoncé le 7 novembre dernier que cinq avions de chasse étaient arrivés en Roumanie à destination des pilotes ukrainiens. Ces cinq F-16 achetés aux Etats-Unis par les Pays-Bas dans le cadre de l'alliance Atlantique-Nord (OTAN) devraient en effet permettre à une poignée de pilotes ukrainiens de s'exercer en conditions réelles aux côtés de pilotes roumains au centre d'entraînement européen sur F-16 (EFTC) de la 86e base aérienne située dans le sud du pays. Le ministre de la Défense des Pays-Bas a par ailleurs affirmé qu'un total de 12 à 18 avions de chasse devraient être prêtés à la Roumanie et aux pilotes ukrainiens. En plus de la logistique fournie par la nation hôte, la Roumanie, l'armateur américain et constructeur des F-16, Lockheed Martin, a annoncé qu'il mobiliserait des instructeurs et des techniciens de maintenance sur la base roumaine.

Guerre Ukraine-Russie (2/2)

Les Pays-Bas, qui devraient puiser dans leur flotte aérienne personnelle pour allouer 18 avions de chasse aux pilotes ukrainiens, en profitent pour renouveler leur modèle d'avions de chasse. L'armée de l'air néerlandaise se voit désormais en effet dotée de F-35 américain de dernière génération bientôt équipés des missiles thermonucléaires B61-12, fournis par les États-Unis via l'OTAN. Les Pays-Bas s'ajoutent désormais à la liste des nations européennes telle que la Belgique, le Royaume-Uni, le Danemark et la Norvège, à avoir annoncé qu'elles délivreront un entraînement sur F-16 aux ukrainiens.